



Ministère des Armées



*ETABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE DE  
RENNES*

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.) DISPOSITIONS GENERALES

#### PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE

ETAT - MINISTERE DES ARMEES

Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes  
Quartier Margueritte – BP 14 – 35998 RENNES cedex 9

#### CHARGE DU SUIVI

Unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense de BRICY (45)  
Rue du bois d'eau  
45310 Bricy

#### OBJET DU MARCHE

**Marché à bons de commandes de travaux d'entretien et de  
réparations de la Base de Défense d'Orléans-Bricy.**

**Lot 1 : Plomberie-sanitaire**

**Lot 2 : Menuiserie**

**Lot 3 : Gros œuvre**

**Lot 4 : Peinture**

**Lot 5 : Couverture**

**Lot 6 : Voiries, réseaux divers**

**Lot 7 : Electricité**

<b>1. OBJET DU MARCHE</b>	<b>3</b>
1.1. Objet du marché	3
<b>2. SPECIFICATION GENERALES</b>	<b>3</b>
2.1. Organisation – Sécurité - Hygiène	3
2.2. Responsabilité pour vol – Dégradations	5
2.3. Documents de référence	5
2.4. Mission et obligation du titulaire	5
2.5. Nature et importance des travaux	6
2.5.1. Avant toute exécution de travaux	6
2.5.2. Pendant la période d'exécution	6
2.5.3. A la fin de chaque chantier :	6
2.6. Installation de chantier	7
2.6.1. Installations fournies par le titulaire	7
2.6.2. Installation pour chantier avec baraquement.	7
2.6.3. Installations pour chantier sans baraquement	7
2.6.4. Signalisation supplémentaire	7
2.6.5. Installations fournies par le maitre d’ouvrage	7
2.7. Contrôle – Essais – Garantie	8
2.8. Caractéristiques des fournitures	8
2.9. Caractéristiques des ouvrages	9
2.10. Traitement des déchets et réduction des nuisances environnementales	9
2.10.1. Gestion des déchets de chantier	10
2.10.2. Nuisances environnementales	11
2.10.3. Contrôles	12

# **1. OBJET DU MARCHÉ**

## **1.1. Objet du marché**

Le présent marché a pour objet l'exécution d'un marché à bons de commande sur bordereau de prix unitaire pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation sur les sites militaires de la Base de Défense d'Orléans-Bricy.

Le périmètre géographique du présent marché correspond au périmètre d'intervention de l'USID. Ce dernier s'étend sur 4 départements 45-28-89-91 pour le secteur d'Etampes. Les sites principaux où auront lieu les interventions sont :

- La Base Aérienne 123 de Bricy (45)
- L'Elément air rattaché de Châteaudun (28)
- Le détachement de la 12<sup>ème</sup> BSMAT sur Gien (45)
- Le 12 Régiment de Cuirassier à Olivet (45)
- L'immeuble du service de Santé des Armées de Chanteau (45)
- Le Centre national de soutien opérationnel à Orléans (45)

Les domaines concernés par ce marché sont les suivant :

- Plomberie-sanitaire (Lot 1)
- Menuiserie (Lot 2)
- Gros œuvre (Lot 3)
- Peinture (Lot 4)
- Couverture (Lot 5)
- Voiries, réseaux divers (Lot 6)
- Electricité (Lot 7)

# **2. SPECIFICATION GENERALES**

## **2.1. Organisation – Sécurité - Hygiène**

Le titulaire, après une visite sur les lieux du chantier, se doit d'avoir une parfaite connaissance de la situation et de l'importance des travaux qu'il doit exécuter.

Les dimensions et caractéristiques indiquées dans les prescriptions particulières sont à vérifier, soit sur place lors de la visite, soit sur plans fournis. En cas d'incohérence, le titulaire doit alerter le maître d'œuvre avant le début du chantier.

Les travaux doivent être exécutés par des personnels médicalement aptes, avec du matériel conforme et en bon état. Les personnels doivent se conformer rigoureusement aux consignes de sécurité en vigueur sur le site.

Un plan de prévention est établi pour chacun des sites au démarrage du marché. Ce plan de prévention est valable un an. Si nécessaire, des plans de prévention spécifiques pourront être faits si les travaux sont dangereux ou dans des situations particulières.

La demande et la délivrance d'un permis de feu sont obligatoires pour permettre l'utilisation d'outils spécifiques (chalumeau, disqueuse, etc.) ou la réalisation d'opérations à risque d'incendie préalablement à leur utilisation.

Le titulaire ne peut pas invoquer des contraintes liées à la sécurité du chantier pour prétendre à une indemnité ou justifier un retard dans la livraison de l'ouvrage.

Le titulaire doit prévenir le représentant local du SID de son arrivée et de son départ du chantier.

Il est formellement interdit de franchir une signalisation en place (barrière fermée, demi-barrière abaissée, chaîne, feux au rouge, panneaux signalétiques normaux ou automatiques) indiquant une interdiction particulière d'accès liée à l'activité du site.

Dans un souci d'homogénéité du parc des équipements, le titulaire propose les matériels et appareillages avant installation au représentant du SID.

**Tous les prix figurant dans la liste de prix unitaire sont des prix comprenant pour chaque matériel décrit, le déplacement, les installations de chantier, l'outillage y compris les moyens de levage jusqu'à une hauteur de travail de 3m pour la durée de l'intervention, la fourniture, la pose, le raccordement, la mise en service ainsi que toutes suggestions et tous les accessoires nécessaires à la mise en œuvre de celui-ci, la protection du chantier (barrières, panneaux, films polyane...) et le nettoyage en fin de chantier.**

Le titulaire doit s'assurer d'approvisionner en temps utile tous les matériaux et fournitures nécessaires à la bonne exécution du chantier pour respecter les délais contractuels.

Le site met à disposition du titulaire l'électricité et les fluides (eau, air comprimé) nécessaires aux chantiers dans la limite des puissances et emplacements disponibles.

Le titulaire doit prévoir, si le chantier le nécessite et pour ses propres besoins, la mise en place :

- Des moyens de levage (escabeau, échelle, échafaudage) aux normes,
- De groupes électrogènes de fabrication conforme et de puissance électrique adaptée au besoin du chantier,
- De coffrets ou armoires électriques de chantier conformes à la réglementation et en état,
- D'une cabane de chantier à usage de stockage et/ou de vestiaire.

Ces installations sont démontées à la fin du chantier, la zone de chantier sera nettoyée et remise en état.

Ces installations seront facturées sur présentation du devis de location et application du coefficient Kh pour les prestations non incluses dans le batiprix.

Aucun équipement n'est mis à disposition du titulaire sauf sur convention de prêt.

Les personnels des entreprises intervenantes doivent respecter les règles de circulation en vigueur sur le site. Celles-ci sont communiquées lors de l'établissement du plan de prévention.

Le stationnement des véhicules de l'entreprise est également réglementé. Lors des travaux le stationnement des véhicules ne doit pas gêner la circulation ni les accès réservés aux véhicules de secours. Le stationnement des véhicules de chantier en dehors des heures ouvrées doit faire l'objet d'une déclaration préalable soumise à l'accord de l'Officier de Sécurité du site. La circulation dans les enceintes militaire couvertes par le présent CCTP est soumise aux mêmes exigences que le réseau routier public. La signalisation s'y applique en toutes circonstances.

L'emplacement des lieux de stockage de matériels ou matériaux doit faire l'objet d'une entente préalable avec le conducteur d'opérations.

## **2.2. Responsabilité pour vol – Dégradations**

Le titulaire et/ou ses sous-traitants sont entièrement responsables de leurs approvisionnements et de leurs ouvrages jusqu'à la réception des travaux, qu'il s'agisse de détournements, de dégradations ou de détériorations.

## **2.3. Documents de référence**

Les installations doivent être conformes aux textes officiels en vigueur (Normes, DTU...) et se rapportant aux ouvrages et équipements mis en œuvre au moment de l'exécution des travaux.

Tous les travaux doivent être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible, selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

Tous les matériaux, éléments et produits installés doivent toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions techniques des fabricants.

Toutefois en cas de désaccord entre les prescriptions du fabricant et les spécifications du devis ou les indications des plans, le titulaire doit le signaler au représentant du SID, avant toute mise en œuvre.

## **2.4. Mission et obligation du titulaire**

Dans le cadre de l'exécution du marché le titulaire doit notamment :

- Toutes les démarches administratives pour l'accès du personnel et du matériel à l'intérieur des sites, la pratique du travail dissimulé pourra exposer aux pénalités prévues au CCAP du présent marché,
- La désignation d'un responsable de chantier qui est l'interlocuteur privilégié du SID,
- La participation aux réunions et aux visites de prévention préalables chaque fois qu'il est convoqué, l'absence du titulaire à ces réunions pourra l'exposer aux pénalités prévues au CCAP du présent marché,
- L'application de l'ensemble des consignes en vigueur et notamment celles concernant la prévention, la sécurité et la santé, le non-respect de ces consignes pourra exposer le titulaire aux pénalités prévues au CCAP du présent marché,
- À la demande de la Personne publique, la fourniture des échantillons et modèles de matériaux et matériels prévus d'être mis en œuvre,
- La signalisation et le balisage des chantiers et des zones de stockage,
- La protection par bâche des équipements ou mobiliers restant en place,
- L'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux, appareils et matériels,
- Tous les frais de main d'œuvre, de pose, de manutention et de transport,
- Le transport et le stockage des matériels déposés et réutilisables sur site,
- L'évacuation des gravois et autres matériaux dans une décharge réglementaire. Aucune benne n'est mise à disposition de l'entreprise,
- L'évacuation des matériels déposés lors des travaux de dépose (sauf spécifications contraires prévues au bon de commande). Cette évacuation doit être réalisée dans le respect de la réglementation en vigueur,
- Tous les scellements et rebouchages de trous dans la nature du matériau constituant la paroi,
- La fourniture et pose des fourreaux, colliers et supports nécessaires,
- Tous les dispositifs d'insonorisation sur canalisations et traversées de parois (verticales et horizontale) : joints souples, supports anti vibratoires, etc.,

- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, essais et contrôles de ses ouvrages,
- La documentation en français, PV d'essais, notes de calcul... relatifs aux matériels installés et à l'installation réalisée,
- L'information éventuelle du personnel appelé à se servir des équipements mis en service,
- La mise à jour des schémas et listes de matériels concernés par le chantier. Les documents originaux sont communiqués par la prise en charge des contrôles et vérifications réglementaires nécessaires à la restitution des ouvrages en conformité avec la législation en vigueur au moment de la réception, la non remise des documents pourra exposer le titulaire aux pénalités prévues au CCAP du présent marché,
- L'assistance à l'organisme agréé aux contrôles de toutes les installations réalisées et toutes les éventuelles reprises pour mise en conformité,
- Le nettoyage journalier du chantier et la remise en état des lieux en fin de chantier.

## **2.5. Nature et importance des travaux**

Lors de l'exécution des travaux, le titulaire doit principalement :

### **2.5.1. Avant toute exécution de travaux**

- remplir les obligations citées au §2.4
- proposer à l'agrément du maître d'œuvre tous les sous-traitants, prestataires de service et fournisseurs;
- fournir toute la documentation (fiches techniques, références des fournitures et des fournisseurs...) concernant le matériel ou les matériaux prévus d'être mis en œuvre ;
- fournir la copie des agréments, PV, avis, labels...pour tous les matériaux ou matériels soumis à un avis technique d'un centre d'essai agréé ;
- mettre en place les installations de chantier nécessaires et obligatoires avant commencement des travaux.

### **2.5.2. Pendant la période d'exécution**

- remplir les obligations citées au §2.4
- prendre les mesures nécessaires à l'application de l'ensemble des consignes en vigueur et notamment celles concernant la prévention, la sécurité et la santé conformément aux directives générales ;
- réaliser l'ensemble des tâches prévues au marché ;
- renseigner le carnet de chantier, s'il en a été ouvert un ;
- assister aux réunions provoquées par le maître d'œuvre ;
- s'assurer d'avoir en temps utile tous les matériaux et fournitures nécessaires au bon déroulement du chantier ;
- réaliser tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc..., dans les conditions définies dans le présent document ;
- prévoir des bennes et évacuer tous les déchets du chantier dans le respect de la réglementation ;

### **2.5.3. A la fin de chaque chantier :**

- prévoir la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les finitions, reprises, vérifications, essais, contrôles... des ouvrages exécutés ;
- effectuer toutes les finitions, les retouches de peinture... ;
- effectuer le repliement des installations de chantier ;

- participer aux opérations préalables à la réception et à la réception définitive des travaux ;
- assister l'organisme agréé aux contrôles de toutes les installations réalisées et effectuer toutes les reprises nécessaires pour la mise en conformité ;
- fournir le dossier technique complet des ouvrages exécutés (plans, schémas, documentation, PV ou certificats des équipements installés...);

## **2.6. Installation de chantier**

### **2.6.1. Installations fournies par le titulaire**

Le titulaire est tenu de disposer et maintenir en état tous les panneaux de signalisation et balisages nécessaires en vue de prévenir les risques de chutes de personnes, chutes d'objet, chocs... aux abords des différentes zones concernées par les travaux à exécuter.

Pour les chantiers qui nécessitent d'être clos, des panneaux " Chantier interdit au public" sont posés sur le périmètre de chantier.

L'entreprise assurera la fourniture et la pose de l'ensemble des clôtures, balisages, protections et toute installation de chantier prescrites par le responsable prévention (SPS ou préventionniste du site)

### **2.6.2. Installation pour chantier avec baraquement.**

Les installations seront conformes au § 2.6.1 et seront mises en place pour toute la durée du chantier (fourniture, mise en place et repli des installations)

Pour les besoins du chantier, des baraques à usage de bureau, de sanitaires, de vestiaire ou stockage de matériels peuvent être mis en place, à charge du titulaire, sur un périmètre indiqué par le maître d'œuvre. Cet emplacement ainsi que son accès dont les aménagements sont à la charge du titulaire, est maintenu en parfait état pendant toute la durée du chantier.

Les lieux doivent être remis en état en fin de chantier.

### **2.6.3. Installations pour chantier sans baraquement**

Les installations seront conformes au § 2.6.1 et seront mises en place pour toute la durée du chantier (fourniture, mise en place et repli des installations)

### **2.6.4. Signalisation supplémentaire**

Le maître d'œuvre peut demander, en plus des installations prescrites par le service de prévention, la mise en place d'éléments supplémentaires spécifiés ci-dessous :

- fléchage « Travaux » ;
- barrières de chantier, hauteur 2m sur plots amovibles ;
- chaînes en PVC de couleur rouge et blanche (25m) ;
- lanternes.

Ces dispositifs sont installés à l'unité pour la durée du chantier.

### **2.6.5. Installations fournies par le maître d'ouvrage**

L'énergie électrique est fournie pour les besoins du chantier par le maître d'ouvrage dans la limite de la puissance disponible sur les lieux du chantier jusqu'à une distance maximum de 50 mètres de celui-ci.

L'eau est fournie par le maître d'ouvrage dans les limites des caractéristiques (pression, débit, température...) et de l'emplacement des points de distribution disponibles sur les lieux du chantier.

## **2.7. Contrôle – Essais – Garantie**

A l'issue des travaux exécutés, une réception peut être prononcée si les prestations réalisées sont conformes au cahier des charges initialement exprimé. Cette réception fait l'objet d'un procès-verbal de réception signé du maître d'œuvre et du titulaire. Le bulletin de réception n'est signé qu'après remise des documents ci-après :

- Un constat contradictoire précisant la liste des matériels installés,
- Les plans et les schémas relatifs aux travaux exécutés ou leurs mises à jour si ceux-ci ont été fournis par le maître d'ouvrage,
- Les notices et documentation en français des équipements installés,
- Les PV d'essais, d'épreuve...
- Les notes de calcul de conception ou de dimensionnement
- Les éventuels bordereaux de suivi de déchets
- **Le rapport de visite initiale exempt de remarque uniquement pour les travaux le nécessitant,**

Les documents textes sont fournis au format papier OU informatique PDF.

Les plans et schémas sont fournis au format papier ET informatique.

La fourniture de ces documents conditionne la réception des travaux.

Le règlement des bons de commande se fait sur les bases du constat contradictoire.

Le contrôle et les essais des installations sont effectués par le titulaire du présent marché en présence du représentant du SID.

Toute mise en service partielle est précédée d'une vérification complète et détaillée avec essais des différents circuits.

Pour tout ouvrage non conforme, le titulaire doit à ses frais, et suivant décision du représentant du SID les rectifications voire la dépose et le remplacement de l'ouvrage.

Les essais des installations sont effectués par le titulaire et/ou les sous-traitants concernés en présence du maître d'œuvre.

Pendant le délai de garantie contractuel, le titulaire doit à ses frais toutes les pièces ou parties d'ouvrages qui viendraient à être défectueuses par vice de construction, de montage ou défaut de matière.

Les travaux neufs font l'objet d'une garantie décennale.

Toute mise en service partielle, ou intervention sur des installations existantes en fonctionnement, ne peut être effectuée sans l'accord du maître d'œuvre.

## **2.8. Caractéristiques des fournitures**

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués doivent toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions techniques des fabricants.

Toutefois en cas de désaccord entre les prescriptions du fabricant et les spécifications du devis ou les indications des plans, le titulaire devra le signaler au maître d'œuvre, en temps utile.

Les matériaux, fournitures et matériels devant être mis en œuvre sont toujours neufs, de première qualité, livrés sur le chantier, avec indication de la provenance, type, marque, dans les emballages d'origine.

Dans tous les cas où un produit est défini dans le dossier, par une marque nommément désignée avec la mention "ou équivalent", le titulaire a la faculté de faire agréer par le maître d'œuvre un produit d'une autre marque, sous réserve que ce produit soit équivalent. En aucun cas il ne peut être substitué un matériau prévu au cahier des charges, sans l'accord du maître d'œuvre.



Les matériaux et fournitures étrangères sont autorisées sous réserve de répondre aux normes EN ou Françaises, d'être équivalents aux produits français et d'être agréés par le maître d'œuvre.

Les matériaux et matériels, quels qu'ils soient, ne doivent en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre son usage ou sa pérennité.

Avant commencement des travaux, le titulaire doit présenter au maître d'œuvre pour acceptation les fiches techniques, les avis techniques, les agréments, PV labels..., avec indication des fournisseurs, des différents matériaux et matériels qu'il envisage de mettre en œuvre.

Pour certains produits des échantillons peuvent être demandés à la diligence du représentant du maître d'œuvre.

A chaque fois que cela sera possible, le titulaire proposera des matériaux éco labélisés ou présentant des caractéristiques techniques conformes aux cahier des charges et respectueux de l'environnement ou en faveur du développement durable.

Le titulaire fera apparaître distinctement dans ses devis les matériaux remplissant ces critères et ayant un impact réduit sur l'environnement.

## **2.9. Caractéristiques des ouvrages**

Le titulaire prend le chantier dans l'état où il se trouve.

Les dimensions indiquées dans les prescriptions particulières sont à vérifier, soit sur place lors de la visite, soit sur plans fournis.

Les ouvrages réalisés doivent être conformes en tous points aux spécifications ou tolérances prévues dans les textes réglementaires ainsi qu'aux stipulations du présent CCTP-DG.

Le présent CCTP-DG n'a pas pour objet de s'opposer aux textes généraux en vigueur, toutefois si les tolérances y figurant sont plus restrictives, elles doivent être respectées.

Le titulaire ne peut en aucune façon opposer les tolérances figurant dans les textes généraux à celles du présent cahier qui demeurent prioritaires.

Pour tout ouvrage non conforme, le titulaire doit effectuer à ses frais, suivant décision du maître d'œuvre :

- les rectifications dans le cas où elles seraient possibles et acceptables,
- la dépose et le remplacement des équipements installés.

Ces travaux de reprise ne peuvent en aucune façon donner droit à une prolongation de délai d'exécution

## **2.10. Traitement des déchets et réduction des nuisances environnementales**

Le présent document définit les prescriptions environnementales qui devront être prises en compte lors de la préparation et l'exécution des travaux réalisés dans le cadre du marché.

**L'attention du titulaire et de ses éventuels cotraitants ou sous-traitants est ici attirée sur le fait qu'ils auront obligation de se conformer aux dispositions du tri des déchets indiqués dans les documents du dossier de consultation et devront proposer des solutions techniques correspondantes.**

La gestion des déchets de chantiers est de la responsabilité du titulaire, qui est réputé en être le détenteur, qu'il s'agisse des déchets issus des travaux préparatoires ou des travaux neufs, et dans ce dernier cas qu'ils soient produits sur les chantiers mêmes ou dans les locaux du titulaire. La gestion des déchets comporte :

- La réutilisation éventuelle, au sein de l'entreprise ou en concertation avec les fournisseurs, de produits ou d'emballages ;
- Les opérations de tri et de collecte sur le chantier, et dans les locaux de l'entrepreneur le cas échéant ;
- Les opérations de transfert vers les installations d'exploitants agréés en matière de traitement de déchets (qu'ils s'agissent de valorisation ou d'élimination) ;
  - o Ces installations doivent avoir été déclarées ou autorisées (suivant leur importance) au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ; textes de référence :

\* article 9 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée ;

\* décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

\* décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 en ce qui concerne les déchets d'emballages, dont la valorisation matière ou énergétique est obligatoire ;

- La mise en œuvre des procédures de suivi des déchets dangereux ou déchets industriels spéciaux (arrêté du 4 janvier 1985).
- Tous les déchets de chantier qui sont évacués en dehors des sites par le titulaire du marché, feront l'objet d'une remise au maître d'œuvre de bordereaux de suivi de déchet à la fin de chaque chantier et avant la réception des travaux, conformément à la réglementation.
- Le titulaire doit systématiquement procéder à un tri des déchets, expliciter les filières d'élimination/recyclage/valorisation des déchets qu'il prend en charge.
- Le titulaire précisera sur quel centre de traitement il s'appuie, et que deviennent les déchets : recyclage/valorisation.
- Par ailleurs, **il est rigoureusement interdit d'utiliser les bacs à déchets, bennes, poubelles présentes sur les sites, d'enfouir ou de brûler les déchets sur les sites** sur lesquels s'exécutent les prestations du présent marché.

### **2.10.1. Gestion des déchets de chantier**

#### **2.10.1.1. Stockage provisoire**

Le stockage provisoire sur site de déchets en vue de leur tri devra être réalisé de manière à :

- Respecter la santé et la sécurité des travailleurs ;
- Eviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux ;
- Permettre un recyclage optimal.

#### **2.10.1.2. Traçabilité**

Le titulaire du marché apportera au maître d'ouvrage la preuve de la destination finale des matériaux et de sa conformité à la réglementation. Il utilisera un bordereau de suivi des déchets qui sera intégré à la remise de chaque DOE.

Aujourd'hui, seuls trois types de déchets doivent être accompagnés obligatoirement d'un document écrit :

- Les déchets industriels spéciaux qui font l'objet d'un bordereau de suivi ;
- Les déchets amiantes dont la traçabilité est assurée par un bordereau spécifique ;
- Pour les déchets d'emballages, le titulaire doit conserver une trace écrite de leur élimination (contrat avec l'éliminateur agréé).

Pour les autres déchets et bien que cela ne soit pas obligatoire, il est de l'intérêt du titulaire et de ses sous-traitants éventuels de garder la trace écrite de l'élimination de tous leurs déchets.

#### **2.10.1.3. Filières d'élimination et de traitement des déchets de chantier**

Depuis la loi du 13 juillet 1992, de nombreuses mesures ont été et vont être mises en place : les décharges « traditionnelles » seront fermées et remplacées par des installations de stockage contrôlées. Il existe 3 classes d'installations de stockage :

- Classe 1 : pour les Déchets Industriels Spéciaux (DIS),
- Classe 2 : pour les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA), ou Déchets Industriels Banals (DIB),
- Classe 3 : pour les déchets Inertes (I).

Les filières des déchets produits sur le chantier devront être identifiées pour chaque type de déchet par l'entreprise spécialisée. Les principales filières d'élimination des déchets sont les suivantes :

- Les Inertes :

- Réutilisation par l'entreprise sur le chantier,
- Retour à l'entreprise pour stockage et réutilisation,
- Recyclage.
- Stockage en installation de classe 3,
- Les Déchets Industriels Banals (DIB) :
  - Centre de regroupement et de tri de Déchets Industriels Banals.
  - Recyclage,
  - Incinération avec valorisation énergétique,
  - Stockage en installation de classe 2,
- Les Déchets Industriels Spéciaux (DIS) :
  - Centre de regroupement de Déchets Industriels Spéciaux,
  - Valorisation.
  - Stockage en installation de classe 1,
- Les emballages :
  - Consignation - Reprise,
  - Centre de regroupement et de tri de Déchets Industriels Banals,
  - Centre de regroupement de Déchets Industriels Spéciaux,
  - Retour à l'entreprise pour stockage,
  - Recyclage externe,
  - Incinération avec valorisation énergétique,
  - Stockage en installation de classe 2.

#### 2.10.1.4. Réduction des déchets à la source

Le principe de réduction des déchets à la source consiste à produire moins pour gérer moins et donc de limiter la production de déchets.

Dans le cadre du présent accord cadre, il est demandé aux entreprises de :

- Minimiser, le plus souvent possible, la production de déchets toxiques par le choix de techniques et de matériaux adéquats ;
- Utiliser autant que possible des matériaux durables et nécessitant peu d'entretien ou des techniques et produits peu générateurs de déchets ;
- Réutiliser les matériaux en l'état chaque fois que cela est possible ;
- Calculer au plus juste le calepinage dans le but de diminuer les déchets produits, notamment pour les travaux de plafonds suspendus ;
- Prévoir le plus tôt possible toutes les réservations nécessaires à la réalisation des travaux pour éviter la production de déchets supplémentaires.

Il est nécessaire d'avoir une réflexion commune entre les fabricants des produits et matériaux et l'entreprise titulaire du chantier afin de minimiser les quantités d'emballages, notamment ceux non réutilisables et difficiles à valoriser, tout en prenant compte les contraintes liées à la manutention et à l'organisation sur le chantier. Les critères de choix des fournisseurs devront prendre en compte les éléments suivants :

- Emballages réduits,
- Emballages facilement valorisables,
- Emballages consignés.

D'autres actions pourront être mises en œuvre en fonction des commandes passées et de l'importance des travaux dans le cadre du présent marché :

- Rationaliser des livraisons ;
- Prévoir un emplacement pour stocker les emballages afin d'éviter de les souiller et de les mélanger aux autres déchets.

#### 2.10.2. Nuisances environnementales

Le(s) cocontractant(s) de l'ESID Rennes devra s'attacher, autant que possible à :

- Utiliser des produits et matériaux éco labellisés,

- Sensibiliser et informer ses personnels aux bonnes pratiques environnementales.

#### *2.10.2.1. Impact sur l'eau et le sol*

Le(s) cocontractant(s) de l'ESID Rennes mettra en œuvre les moyens nécessaires permettant :

- De retenir les produits susceptibles de souiller ou de polluer le sol et l'eau,
- De prévenir les égouttures sur ses engins de chantier,
- De maîtriser ses consommations d'eau.

Sans être exhaustives, les actions suivantes seront prévues :

- Couverture des bennes de déchets pour prévenir les envols ou les écoulements,
- Étiquetage réglementaire des produits (cuves, fûts, bidons, pots...),
- Kits de dépollution disponibles,
- Vérification et entretien régulier des circuits hydrauliques des engins de chantier.

#### *2.10.2.2. Impact sur l'air*

L'entreprise s'assurera que ses engins et véhicules de chantier sont homologués et conformes aux législations en vigueur concernant les émissions atmosphériques.

Les moteurs thermiques seront coupés en cas d'inaction prolongée ; les consommations énergétiques seront maîtrisées et réduites à leur stricte nécessité ; les matériaux, produits et matériels seront de préférence achetés localement et les déchets acheminés dans des centres locaux de traitement adapté.

#### *2.10.2.3. Impact sonore*

Les émissions sonores générées par le chantier seront réduites autant que possible et, en tout état de cause, elles resteront inférieures aux valeurs réglementaires (cf. arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur).

Les engins et appareils fixes devront être insonorisés. Chaque entreprise doit le respect de ces prescriptions.

### **2.10.3. Contrôles**

L'USID pourra demander que soient strictement appliquées à son cocontractant les sanctions légales et réglementaires en cas d'atteinte avérée à l'environnement due au chantier.

La réception ne pourra être prononcée sans réserve qu'après remise des bordereaux de suivi des déchets prouvant que leur traitement final est en cours ou achevé, et ceci non seulement pour les déchets industriels spéciaux comme la réglementation l'impose (décret du 30 mai 2005 et arrêté du 29 juillet 2005), mais aussi pour les déchets industriels banals et les déchets inertes, tel qu'imposé au § 36.2 du C.C.A.G. Travaux.